

ESEF : les entreprises françaises mûrissent leur dispositif pour dépasser l'obligation réglementaire

Une étude réalisée et conçue par Grant Thornton et Labrador

- 79 % des entreprises interrogées estiment qu'elles seront prêtes en 2021 ;
- 76 % souhaitent aller plus loin que l'obligation réglementaire et continuer, par exemple, à mettre à disposition des lecteurs un PDF ou un PDF interactif ;
- 64 % pensent également qu'il serait utile d'élargir l'iXBRL à des indicateurs clés économiques et 45 % à des données RSE ;
- Plus de 90 % envisagent de se faire accompagner dans la mise en place de ce nouveau format.

8 juin 2020 Grant Thornton, groupe leader d'audit et de conseil, et Labrador Maverick, laboratoire de recherche en information d'entreprise du groupe Labrador, annoncent les résultats de leur consultation publique adressée aux 500 sociétés françaises concernées par la mise en place du *reporting* ESEF (European Single Electronic Format).

Applicable aux états financiers annuels ouverts à partir du 1^{er} janvier 2020, les sociétés dont les titres financiers sont négociés sur un marché réglementé au sein de l'Union européenne devront publier, à compter de 2021, leur rapport financier sous ce nouveau format. Élément saillant de cette enquête, les émetteurs français ayant répondu ont une très bonne connaissance du sujet (88 %) et affichent un niveau de confiance significatif, estimant pour 79 % d'entre eux qu'ils n'auront aucune difficulté, (ou en auront peu), à être prêts l'année prochaine.

En cette première année, les répondants ont naturellement l'ambition de répondre au dispositif européen avec un dépôt au format XHTML intégrant l'iXBRL (74 %). Il est toutefois intéressant de noter qu'une large majorité souhaite aller plus loin et continuer, à titre d'exemple, à mettre à disposition des lecteurs un PDF ou un PDF interactif (76 %).

Sur le long terme, l'apport du dispositif fait débat. Pour les acteurs qui nourrissent une réflexion approfondie sur le dispositif, ils sont 33 % à voir dans ces nouveaux formats une opportunité pour améliorer les *process* d'élaboration de l'information à destination des investisseurs. Pour 39 % d'entre eux, l'objectif est même de maîtriser la production de ce nouveau format en interne, quitte à investir en formation et en technologie. En termes d'évolution du dispositif, 65 % des répondants pensent

également qu'il serait utile d'élargir l'iXBRL à des indicateurs clés économiques et 45 % à des données RSE.

Les directions financières, comptables et de consolidation sont à la manœuvre en interne

Le niveau d'avancement est relativement équitable entre les entreprises qui ont déjà démarré le projet (55 %) et celles qui ont prévu de s'y mettre au cours du second semestre 2020 (43 %).

Pour les plus avancées (17 %), les étapes de *mapping* et de création d'extensions sont réalisées.

Concernant l'élaboration, les fonctions financières et comptables de l'entreprise sont sollicitées majoritairement en leur qualité de « pilote » (respectivement 65 % et 62 %). Les directions des relations investisseurs, avec celles dédiées à l'informatique, sont quant à elles les principales « contributrices » (respectivement 63 % et 61 %).

Qu'ils soient donc pilotes ou acteurs, trois des principaux contributeurs à l'URD/RFA sont représentés. À noter que dans l'appréhension du sujet, les entreprises ont, pour 44 % d'entre elles, intégré à leur projet les compétences de leurs auditeurs, Commissaires aux comptes et/ou Conseils externes.

Dans la mise en œuvre de ce nouveau format européen, les émetteurs interrogés font le choix d'un accompagnement extérieur à une écrasante majorité (plus de 90 %). Ils sollicitent d'abord leur prestataire URD/RFA (40 %), puis des prestataires informatiques spécialisés ESEF/XBRL (33 %) et enfin leurs auditeurs (26 %). L'analyse montre que les principaux critères de choix des outils (ou des prestataires) sont des critères budgétaires (respectivement 51 % et 64 %) et de simplicité d'implémentation ou d'utilisation (50 %).

Anaïs de Lacharrière, Associée et Responsable *Reporting* et Consolidation de Grant Thornton et Caroline Bautz, Directrice Groupe du Pôle Conseil et Communication réglementée, Labrador Maverick, commentent d'une même voix : « **Notre enquête permet de comprendre l'état d'avancement des sociétés françaises face à cette nouvelle obligation. Les réponses confirment que ce projet est en bonne voie et que la majorité des groupes en France sont mieux préparés que leurs homologues dans les autres pays européens. Désormais, il s'agit de faire de cette nouvelle obligation un levier créateur de valeur et, en la matière, il est vrai qu'un champ des possibles s'ouvre. En interrogeant l'ensemble de leur processus de production d'information financière, le rôle de chaque Direction et les ressources technologiques existantes, les entreprises ont désormais la possibilité de bâtir une information plus accessible, comparable et interactive pour 2021 et au-delà** ».

Accéder à la synthèse complète de l'enquête Grant Thornton et Labrador Maverick :

<https://www.labrador-company.fr/portfolio-items/consultation-esef-2020/?portfolioCats=355>

Pour plus d'informations, contactez :

Grant Thornton

Agnès de Ribet

Directrice du Marketing et de la Communication

T 01 41 25 86 72

E agnes.deribet@fr.gt.com

Loïc Djaffardjee

Responsable des relations media

T 01 41 25 85 65 / 06 49 92 29 28

E loic.djaffardjee@fr.gt.com

Labrador

Caroline Bautz

Directrice Groupe du Pôle Conseil et Communication réglementée

Julia de Queiros

Responsable Conseil, Études et Transparence

E conseil@labrador-company.com

T 01 53 06 80 29

Méthodologie de l'étude :

Enquête en ligne réalisée auprès des entreprises françaises cotées, du 17 avril au 13 mai, sur la base d'un questionnaire de 19 questions avec possibilité de commentaires.

Les résultats sont basés sur un échantillon de 55 sociétés cotées, dont 64 % cotées au SBF 120 et 36 % cotées au MIDDLENEXT et autres compartiments. Les sociétés répondantes du SBF 120 représentent un tiers des sociétés de cet indice. Parmi les entreprises du SBF 120, on dénombre 28 % de sociétés du CAC Large 60 (dont 21 % du CAC 40) et 36 % du CAC Mid 60.

Parmi les répondants, 43 % occupent des fonctions dans les Directions comptable et de consolidation, et 35 % dans la direction communication financière ou relations investisseurs.

A propos de Labardor

La mission du Groupe Labrador est de faire aimer les entreprises en inventant une information d'entreprise de confiance, qui crée de la valeur pour ses clients et de la préférence pour leurs publics. Labrador rassemble plus de 40 expertises métiers, structurées autour d'un laboratoire de recherche et de deux agences : Labrador Information Design (Agence Conseil en communication réglementée et ergonomie de lecture) et Labrador Language Services (Agence de Langage clair et Traduction). Labrador Maverick est le laboratoire de recherche en information d'entreprise du Groupe. Il rassemble, teste et diffuse les connaissances et innovations qui valorisent durablement l'information d'entreprise réglementée et sensible.

www.labrador-company.com

A propos de Grant Thornton

Grant Thornton, groupe *leader* d'Audit et de Conseil, rassemble en France 2000 collaborateurs dont 107 associés et directeurs associés dans 23 bureaux, en se positionnant sur 5 métiers : Audit, Expertise Conseil, Conseil Financier, Conseil Opérationnel & *Outsourcing* et Conseil Juridique et Fiscal.

Grant Thornton accompagne les entreprises dynamiques (sociétés cotées, entreprises publiques et privées) pour leur permettre de libérer leur potentiel de croissance, grâce à l'intervention d'associés disponibles et impliqués, épaulés par des équipes délivrant une expertise à très haute valeur ajoutée.

Les membres de Grant Thornton International Ltd constituent l'une des principales organisations d'Audit et de Conseil à travers le monde. Chaque membre du réseau est indépendant aux plans financier, juridique et managérial.

<http://www.grantthornton.fr/>